

## **Eric Trappier : « Si l'Etat a un agenda social, qu'il le mette sur la table puis qu'il se retire »**

« Que l'Etat laisse faire les partenaires sociaux », titre **L'Usine Nouvelle**, qui ouvre ses colonnes à **Eric Trappier**, lequel aborde la place des syndicats, l'emploi des séniors ou encore la compétitivité et la décarbonation de l'industrie. Interrogé sur la place des partenaires sociaux dans les discussions, notamment sur les retraites, il plaide pour davantage d'implication, regrettant un blocage sur le « totem » de l'âge de départ, qui aurait eu plus de chances d'être surmonté grâce à « des savoir-faire, un langage, un respect qui se sont créés depuis longtemps entre le patronat et les organisations syndicales ». Concernant la rencontre entre la Première ministre et les organisations, devant aboutir à un agenda social, il évoque « un problème de méthode », demandant à l'Etat de « laisser faire les partenaires sociaux ». Il pointe aussi le « déficit de compétitivité » d'une industrie qui a « besoin de compétences ». Il estime, à propos de l'Education nationale, qu'une « décentralisation du pouvoir vers les régions et les entreprises » contribuerait à combler le « fossé » existant. Abordant l'emploi des séniors, il estime que leur cas est « simple ». Il soutient la solution de « l'accompagnement vers un changement de métier » préconisée par le gouvernement. Interrogé sur les remèdes au malaise au travail révélé par la réforme des retraites, il aurait aimé « que la réforme offre une touche de flexibilité et de choix aux salariés et à l'employeur sur le moment et les conditions du départ à la retraite », notant qu'« on n'est pas toujours obligé de légiférer ». Sur la question du partage de la valeur par les PME, il rappelle son soutien à « l'idée d'une prime de partage de la valeur » pour les petites entreprises. Il rappelle que « globalement, en 2022, les entreprises ont augmenté les salaires ». Concernant son positionnement sur la semaine de quatre jours, il fait part de sa « réticence ». Selon lui, elle « irait vers une baisse du temps de travail hebdomadaire, statuant : « Cette proposition nous inquiète si elle était amenée à devenir une référence ». Interrogé sur un manque de renouvellement à la tête du Medef, comparé à la CGT et à la CFDT, il confirme son soutien à Patrick Martin, expliquant avoir « suivi l'avis [que les adhérents] ont exprimé ». Le dirigeant admet cependant un problème de représentativité au sein des instances patronales, tout en soulignant les efforts pour « attirer des femmes, y compris dans nos entreprises, et c'est difficile ». Abordant le sujet du crédit d'impôt au soutien des technologies vertes, il félicite Emmanuel Macron de faire de la réindustrialisation « une priorité ». Il appelle cependant à « aider toute l'industrie à se verdir ». Poursuivant à propos du futur bonus écologique des véhicules électriques, il estime que « l'idée est bonne », à condition que « ce ne soient pas simplement des mesures administratives ». En phase avec la « pause réglementaire » appelée par le Chef de l'Etat, il tranche : « il faut écouter ceux tiennent la réalité technique entre leurs mains, comme le font notamment les Allemands ». Quant à la décarbonation de l'aéronautique, « il n'y a qu'une solution : les carburants alternatifs », dit-il, précisant s'exprimer « au titre de Dassault ». Et de conclure : « Il faut du volume et y aller massivement pour que cela devienne rentable. » (L'Usine Nouvelle, p. 158)